

Garry Kasparov
avec Mig Greengard

Winter is Coming

Stopper Vladimir Poutine
et les ennemis du monde libre

*Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Éric Betsch*



Titre original :
Winter is Coming
Why Vladimir Putin and the Enemies of the Free World Must Be Stopped

Copyright © 2015 by Garry Kasparov
Published in the United States by PublicAffairs™,
a Member of the Perseus Books Group

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction réservés pour tous pays.

© Éditions Michel Lafon, 2015
118, avenue Achille-Peretti – CS 70024
92521 Neuilly-sur-Seine Cedex
www.michel-lafon.com

*En mémoire de Boris Nemtsov et pour tous ceux qui,
partout dans le monde et à son image, se battent chaque jour
pour la liberté et la démocratie.*

Garry Kasparov

*Pour Zoë, qui rend tout possible,
et pour Cleo et Rafa, pour qui tout mérite d'être tenté.*

Mig Greengard

INTRODUCTION

Le 19 août 1991, CNN couvrit en direct et sans interruption une tentative de coup d'État visant à déposer Mikhaïl Gorbatchev, le président soviétique. Alliés au KGB, des tenants de la ligne dure au sein du régime communiste en déliquescence séquestraient Gorbatchev dans sa datcha, en Crimée, et avaient décrété l'état d'urgence. Tandis que les chars investissaient Moscou, la presse mondiale relayait les propos de quantité d'experts et de politiciens redoutant que ce putsch ne marque la fin brutale de la *perestroïka*, voire le début d'une guerre civile.

Le soir même, je fus invité dans le *talk show* de Larry King, en compagnie de Jeane Kirkpatrick, l'ambassadrice américaine aux Nations unies, d'un professeur californien et d'un ancien agent du KGB. Je fus le seul à déclarer que ce coup d'État n'avait aucune chance de réussir et qu'il serait réprimé en moins de quarante-huit heures, et non en plusieurs mois, comme le prédisaient Kirkpatrick et bien d'autres. Les meneurs du putsch ne bénéficiaient d'aucun soutien populaire, insistai-je. Leur tentative de mettre un terme aux réformes, dont ils craignaient qu'elles ne conduisent à la dissolution de l'URSS, était vouée à l'échec. La bureaucratie dirigeante était également divisée, beaucoup estimant qu'ils pourraient profiter de meilleures opportunités de promotions après un éclatement du pays. Ma prédiction fut brillamment confirmée lorsque Boris Eltsine,

le président russe, grimpa sur un char, image qui fit le tour du monde, et que les Moscovites se rassemblèrent pour défendre la liberté et la démocratie. Prenant conscience que le peuple était contre eux, les meneurs du putsch se rendirent le surlendemain.

En plus d'échouer, ce coup d'État précipita la chute de l'Union soviétique en plaçant ses habitants devant un choix clair. La dissolution et un avenir autonome étaient quelque peu effrayants, certes. Cependant cela ne pouvait être pire que le totalitarisme du présent. Tels des dominos, les républiques soviétiques déclarèrent les unes après les autres leur indépendance au cours des mois qui suivirent. À Moscou, deux jours après le coup d'État avorté, une foule aux anges abattit la statue de Félix Dzerjinski – le terrifiant « Félix de fer », fondateur de la police secrète soviétique –, qui se dressait devant le siège du KGB.

Aujourd'hui, je ne peux réprimer une certaine émotion quand je relis les commentaires que firent à l'époque à la presse des éléments de cette foule en liesse. « Cette journée marque le début de notre processus de purification », déclara le chef d'un syndicat de mineurs. « Nous détruirons l'énorme machine, dangereuse et totalitaire, qu'est le KGB », dit un prêtre orthodoxe. « À bas le KGB ! », scandait la foule, ainsi que « *Svo-bo-da !* », qui signifie « liberté » en russe. Les policiers se débarrassaient de leurs bérets et se joignaient aux manifestants, tandis que des phrases telles que « Que l'on juge les bouchers du KGB ! » étaient gribouillées sur le socle de la statue abhorrée. Un médecin souligna que ce rassemblement se distinguait de ceux des mois précédents : « Nous avons la sensation de renaître. »

Voilà pourquoi il est stupéfiant que huit ans plus tard, le 31 décembre 1999, un ancien lieutenant-colonel du KGB ait accédé à la présidence russe. Les réformes démocratiques naissantes dans le pays ont alors été freinées et régulièrement annulées. Le gouvernement a pris des mesures répressives à

Introduction

l'encontre des médias et au sein de la société civile. La politique étrangère russe s'est faite agressive et belliqueuse. On n'a assisté à aucune purification, à aucun procès des bouchers, pas plus qu'à la destruction de la machine du KGB. La statue de Dzerjinski avait été abattue, mais pas la répression totalitaire qu'elle représentait. Celle-ci connut en réalité une véritable renaissance... en la personne de Vladimir Poutine.

Faisons un bond en avant dans le temps, jusqu'au début de l'année 2015. Poutine est toujours en poste au Kremlin. Les forces russes ont attaqué l'Ukraine et annexé la Crimée, six ans après avoir envahi la république de Géorgie, un autre voisin. Quelques jours à peine après avoir accueilli les jeux Olympiques d'hiver à Sotchi, en février 2014, Poutine a déclenché une guerre dans l'est de l'Ukraine, devenant ainsi le premier chef d'État à annexer par la force un territoire étranger souverain depuis l'invasion du Koweït par Saddam Hussein. Les chefs d'État qui, il y a encore un an, posaient en souriant devant les photographes en compagnie de Poutine, prennent aujourd'hui des sanctions contre la Russie et les membres de son élite dirigeante. La Russie menace de fermer les pipelines qui fournissent à l'Europe le tiers du pétrole et du gaz que celle-ci consomme. À l'origine kleptocratie agnostique d'un point de vue idéologique, cet État mafieux métaphorique, avec Poutine dans le rôle du *capo di tutti capi*, a fini par privilégier une propagande et des tactiques ouvertement fascistes. Après avoir été longtemps écarté, le spectre de l'apocalypse nucléaire est de retour.

La crise actuelle s'explique en deux points. Le premier est la rapidité avec laquelle la Russie est passée de la célébration de la fin du communisme à l'élection d'un officier du KGB à sa tête puis à l'invasion de ses voisins. Le second est la façon dont le monde libre a contribué à cette évolution, du fait d'un mélange d'apathie, d'ignorance et de bonne volonté mal orientée. Il est capital de comprendre ce qui est allé de travers ; car, même si Poutine constitue aujourd'hui clairement un danger, l'Europe et

les États-Unis n'ont toujours pas réagi comme il le faudrait. Les démocraties du monde doivent s'unir et réapprendre les leçons qui leur ont permis de remporter la guerre froide, avant qu'un nouveau conflit généralisé ne nous happe tout à fait.

Si la Russie de Poutine est d'évidence la plus importante et plus dangereuse menace qui pèse sur le monde d'aujourd'hui, elle n'est pas la seule. Des groupes terroristes comme Al-Qaïda et l'État islamique sont (malgré l'appellation de ce dernier) des organisations apatrides qui ne disposent pas des vastes ressources et nombreuses armes de destruction massive que Poutine tient dans la main. Cela étant, les attentats du 11 septembre 2001, ainsi que d'autres actions similaires, nous ont prouvé qu'il n'était pas nécessaire de posséder un drapeau national ni même une armée pour infliger de terribles dégâts à la plus puissante nation de la planète. Par ailleurs, les États qui financent le terrorisme profitent du fait que les cibles démocratiques de ce dernier sont incapables de mettre en place une défense agressive. Les régimes meurtriers d'Iran, de la Corée du Nord et de la Syrie ont ainsi discuté à de nombreuses reprises autour d'une table de négociations avec les puissants de ce monde, sans jamais accepter de concessions significatives.

Évoquer les défis du monde multipolaire apparu avec la fin de la guerre froide n'a rien de nouveau ; hélas, une stratégie cohérente fait défaut pour les gérer. À l'issue de la guerre froide, les vainqueurs se sont retrouvés sans véritable objectif, ni adversaire commun contre lequel s'unir. Les ennemis du monde libre ne sont pas en proie à de tels doutes. Ils se définissent encore par leur opposition aux principes et à la politique de la démocratie libérale et des droits de l'homme, dont les États-Unis sont à leurs yeux le principal représentant symbolique et matériel. Pourtant, nous continuons à discuter avec eux, à négocier et même à leur fournir les armes et les richesses grâce auxquelles ils nous agresseront. Comme l'a dit Winston Churchill en définissant la politique de conciliation,

Introduction

« nous nourrissons les crocodiles en espérant qu'ils nous dévoreront en dernier ».

Le moindre froid politique entre Washington et Moscou ou Pékin est aussitôt critiqué et qualifié par les deux camps de potentiel « retour à la guerre froide ». Ce cliché a aujourd'hui quelque chose d'ironique, quand on songe à la façon dont la guerre froide a été combattue avec succès puis a été oubliée au lieu d'être reprise. Plutôt que de nous en tenir aux principes du bon et du mauvais, du bien et du mal, et aux valeurs universelles des droits de l'homme et de la vie humaine, nous préférons des promesses, des remises à zéro, des équivalences morales. De la conciliation, en d'autres termes. Or le monde a besoin d'une nouvelle alliance basée sur une *Magna Carta* planétaire, d'une déclaration des droits fondamentaux que tous ses membres devraient reconnaître. Les nations qui accordent de l'importance aux libertés individuelles contrôlent aujourd'hui la majeure partie des ressources mondiales et des armées. Si elles s'unissaient et refusaient de dorloter les régimes pervers et les mécènes du terrorisme, nul ne résisterait à leur intégrité et à leur influence.

L'objectif ne doit pas être d'ériger de nouveaux murs afin d'isoler les millions de personnes qui vivent sous un régime autoritaire, mais de leur offrir l'espoir d'un avenir meilleur. Nous qui vivions de l'autre côté du rideau de fer étions pour la plupart pleinement conscients que des gens, dans le monde libre, se souciaient de nous et se battaient pour nous, et non contre nous. Savoir cela était essentiel. Aujourd'hui, les soi-disant meneurs du monde libre vantent les mérites de la démocratie tout en traitant comme des égaux les dirigeants des régimes les plus répressifs de la planète. Les politiques de conciliation avec les dictateurs ont échoué à tous les niveaux ; il est grand temps d'admettre cet échec.

Comme l'a dit en 1964 Ronald Reagan, dans son célèbre discours intitulé *A Time for Choosing* (« Le moment de choisir »),

il n'est pas question de choisir entre la paix et la guerre, mais simplement entre le fait de se battre ou de se rendre. Nous devons choisir. Nous ne devons pas renoncer. Nous devons nous battre en nous appuyant sur les vastes ressources du monde libre, en nous servant dans un premier temps des valeurs morales et de récompenses économiques, pour ne lancer des interventions militaires qu'en tout dernier recours. Forts de leurs ressources immenses et de leur capacité à mobiliser leurs alliés indisciplinés et divisés, c'est aux États-Unis qu'il revient de mener ce combat. Il est toutefois désuet de nos jours de parler de valeurs américaines, et même de valeurs occidentales. Le Japon et la Corée du Sud doivent agir, tout comme l'Australie et le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud, ainsi que chaque nation qui prône la liberté et profite de la stabilité dans le monde. Nous savons que c'est possible, car cela a déjà été fait dans le passé. Nous devons trouver le courage de réitérer cet effort.

Cinq ans après que Poutine a pris le pouvoir et s'est lancé dans la reconstruction de l'État policier russe qu'il admirait tant, j'expérimentai moi-même une sorte de renaissance. En 2005, après vingt années passées au sommet du monde des échecs professionnels, je pris ma retraite et intégrai le tout jeune mouvement russe pour la démocratie. Devenu champion du monde à vingt-deux ans, en 1985, j'avais depuis accompli tout ce que j'avais pu souhaiter sur un échiquier. J'ai toujours voulu marquer le monde ; il me semblait alors que mon temps échiquéen était révolu. Je voulais que mes enfants grandissent dans une Russie libre. Et je n'avais pas oublié l'affiche autrefois fixée au mur de ma chambre par ma mère, qui reprenait un slogan des dissidents soviétiques : « Qui d'autre, si ce n'est vous ? » J'avais l'espoir de me servir de mon énergie et de ma célébrité pour lutter contre l'onde de répression enflant de plus en plus depuis le Kremlin.

À l'instar de bon nombre de Russes, j'étais plutôt gêné par le passé mystérieux de Poutine au sein du KGB, ainsi que par

Introduction

sa soudaine ascension vers le pouvoir, en 1999, lorsqu'il avait supervisé la violente guerre visant à pacifier la Tchétchénie. Néanmoins, mes compatriotes et moi fûmes dans un premier temps enclins – à contrecœur – à lui donner sa chance. Eltsine avait sérieusement terni ses références démocratiques en 1996, lors de sa réélection, en usant des pouvoirs de la présidence pour influencer sur le résultat du scrutin. Je dois avouer que j'avais alors fait partie de ceux qui pensaient que sacrifier un peu de l'intégrité du processus démocratique était un moindre mal si c'était nécessaire pour empêcher les communistes honnis de reprendre le pouvoir. De tels compromis sont presque toujours des erreurs, comme ce fut le cas cette fois, puisque cela ouvrit la voie à un individu encore plus impitoyable qui ne se priva pas d'exploiter le système affaibli.

Le défaut de paiement de la dette russe, en 1998, avait grandement fragilisé l'économie du pays, même si, avec le recul, il convient de noter que le PIB avait déjà repris sa croissance en 2000. Mais à l'époque, le crime, l'inflation et un sentiment général de faiblesse et d'incertitude à l'échelon national firent du technocrate spontané qu'était Poutine une option attrayante et sûre. On sentait que sans une main plus ferme sur la barre, le pays risquait à tout moment de sombrer dans le chaos. L'insécurité physique comme sociale a toujours été un terreau fertile dans les démocraties chancelantes, ce qui explique que la plupart des dictateurs aient été portés au pouvoir avec le soutien du peuple. On ne compte plus les autocrates et juntes militaires qui, au cours de l'Histoire, furent mis aux commandes d'une nation par le peuple réclamant l'ordre, permettant aux régimes de type *mano dura* (la main ferme) de limiter les excès d'une gouvernance civile chancelante. Hélas, les populations oublient toujours qu'il est beaucoup plus facile d'installer un dictateur sur son trône que de le renverser.

Bien entendu, je n'imaginai pas que ma reconversion dans ce qu'on nomme généreusement la « politique » russe serait facile.

Nous ne faisons pas face à des adversaires cherchant à nous devancer lors d'élections, nous nous battions simplement pour qu'un scrutin soit organisé. Voilà pourquoi j'ai toujours dit que j'étais un activiste, et non un homme politique, même quand j'ai remporté une primaire en vue de l'élection présidentielle de 2008. Tout le monde savait que jamais on ne permettrait que mon nom figure sur un bulletin de vote officiel ; je cherchais à dénoncer cet état de fait et à tenter de raffermir les muscles atrophiés du processus démocratique russe. Mon objectif premier était d'unir les forces anti-Poutine du pays, en particulier celles qui n'auraient pas un instant songé à s'allier en temps normal. Le camp des réformateurs libéraux, auquel j'appartenais, n'avait rien en commun avec le Parti national-bolchevique, par exemple, si ce n'est d'avoir été marginalisé, persécuté et trahi par Poutine, dont l'ambition était de conserver le pouvoir à vie. Cela n'empêcha pas notre fragile coalition de manifester dans les rues de Moscou et de Saint-Pétersbourg, ce qui constitua la première protestation politique sérieuse depuis la prise de fonction de Poutine. Nous voulions montrer au peuple russe qu'il était possible de résister et diffuser un message : renoncer à la liberté pour la stabilité était un mauvais choix.

Malheureusement, Poutine, à l'instar d'autres autocrates des temps modernes, bénéficiait – et bénéficie toujours – d'un avantage dont les dirigeants soviétiques n'avaient jamais seulement rêvé : des liens économiques et politiques étroits avec le monde libre. Des décennies de commerce ont généré d'immenses richesses dont des dictatures comme la Russie et la Chine se sont servies pour ériger des infrastructures autoritaires sophistiquées à l'intérieur du pays et pour mettre la pression en termes de politique étrangère. L'idée naïve était que le monde libre, grâce à des relations économiques et sociales, libéraliserait peu à peu les États autoritaires. Dans les faits, les régimes totalitaires ont abusé de cet accès et profité de cette interdépendance économique pour élargir la corruption et intensifier la répression chez eux.

Introduction

Prenons un exemple limpide : l'Europe importe un tiers de l'énergie qu'elle consomme de Russie, même si ce chiffre est considérablement plus élevé pour certains pays. D'un autre côté, les exportations d'énergie russes sont à 80 % destinées à l'Europe. Alors, qui est le plus à même de faire pression, dans cette relation ? Pourtant, lors de la crise ukrainienne, on nous a en permanence répété que l'Europe était dans l'incapacité d'agir contre la Russie en raison de sa dépendance énergétique ! Huit mois après l'annexion de la Crimée par Poutine et trois mois et demi après qu'il eut été prouvé que les forces russes avaient abattu un avion de ligne dans le ciel ukrainien, l'Europe était encore en train de « réfléchir » à d'éventuelles solutions de substitution au gaz russe. Au lieu de profiter de son écrasante influence économique pour dissuader Poutine de commettre des agressions, l'Union européenne feint l'impuissance. Un boycott européen, ou même simplement de lourdes taxes sur les importations énergétiques en provenance de Russie, menaceraient de détruire l'économie du pays, laquelle dépend aujourd'hui totalement de ce secteur pour se maintenir à flot. Hélas, l'Europe ne possède pas la volonté politique nécessaire pour se plier à des sacrifices non négligeables à court terme ; ceux-ci lui permettraient de s'opposer à la menace à long terme nettement plus importante que constituerait un Poutine incontesté, pour la sécurité mondiale et par extension pour l'économie européenne, qui dépend de la mondialisation.

Ces relations fournissent par ailleurs aux régimes autoritaires modernes des outils plus subtils pour échapper aux critiques. Ils possèdent des sociétés cotées en Bourse et des biens immobiliers de luxe à New York et à Londres, payant ainsi des taxes et impôts dont les politiciens et sociétés cupides du monde occidental ne veulent surtout pas se priver au nom des droits de l'homme. Les États répressifs exploitent l'ouverture du monde libre en louant les services de lobbyistes, en diffusant leur propagande dans les médias et en soutenant des hommes et des partis politiques, ainsi

que des ONG. On ne note que très peu de réactions négatives quand ces activités sont exposées. Si les citoyens du monde libre s'indignent occasionnellement quand les médias dénoncent une usine où la main-d'œuvre est exploitée, ils se soucient en fin de compte peu de l'environnement social des pays qui extraient leur pétrole et fabriquent leurs vêtements et leurs iPhones.

Tandis que les oligarques russes déploient leurs richesses et accentuent le poids politique de Poutine dans le monde entier, les compagnies occidentales les récompensent en investissant en Russie. Des géants de l'énergie tels que Shell et BP se sont précipités sur les immenses réserves énergétiques russes ; longtemps en sommeil, le marché russe est devenu irrésistiblement attrayant, quelles que soient les concessions requises pour conclure des accords. Les groupes occidentaux se fichaient éperdument des droits de l'homme en Russie. Même après avoir été régulièrement trahis, dupés et menacés par leurs partenaires russes et expulsés de partenariats conclus en Russie, ils revinrent à la charge, cherchant à négocier d'autres accords, tels des chiens battus revenant auprès d'un maître brutal.

L'exemple le plus frappant est celui de Robert Dudley, le président-directeur général de BP, qui s'enfuit de Russie en 2008, alors qu'il dirigeait une *joint-venture* à laquelle était associé un groupe de milliardaires russes. Persécuté en permanence et redoutant d'être arrêté (et ayant été empoisonné, d'après une source), Dudley prit donc la fuite et se terra. Et pourtant, il retourna en Russie quelques années plus tard, pour se faire prendre en photo au côté de Poutine en personne et annoncer la signature d'un contrat d'exploitation pétrolière avec Rosneft, un groupe pétrolier contrôlé par l'État ! Et si les investissements étrangers ont contribué à la croissance du PIB russe – en grande partie due à la forte hausse des prix du pétrole –, ils n'ont amélioré que dans une très faible mesure la vie des citoyens russes ordinaires. La plupart des nouveaux riches ont fait volte-face, se sont retrouvés clients de banques occidentales

et propriétaires de biens immobiliers, constituant l'élite oligarchique de Poutine.

Ainsi, tandis que notre mouvement d'opposition, qui ne cessait de se développer, attirait de plus en plus l'attention générale sur la réalité tout sauf démocratique de la Russie de Poutine, nous étions perdants dès le départ. Le contrôle des médias de masse par le Kremlin et les impitoyables persécutions de la moindre opposition dans la société civile rendaient impossible tout mouvement durable. Notre mission fut en outre sabotée par les chefs d'États démocratiques se liant avec Poutine sur la scène mondiale, lui offrant ainsi les références de chef de la nation dont il avait tant besoin en l'absence d'authentiques élections en Russie. Il est difficile de promouvoir des réformes démocratiques quand toutes les chaînes de télévision et tous les journaux montrent sans cesse les dirigeants des plus puissantes démocraties de la planète traitant un dictateur comme un membre de leur famille. Cela laisse entendre soit qu'il n'est pas du tout un dictateur, soit que la démocratie et les libertés individuelles ne sont rien de plus que des cartes dont Poutine et les tyrans de son acabit se servent pour marchander, comme ils le disent eux-mêmes. Il a fallu attendre que l'Ukraine soit envahie pour qu'enfin le G7 (que j'ai toujours refusé d'appeler le G8) se décide à exclure la Russie de Poutine du club élitiste des démocraties industrielles.

En 2008, quand Poutine prêta la présidence à son ombre, Dmitri Medvedev, il aurait dû être évident aux yeux de tous que la démocratie russe était morte. Les seuls autres noms proposés lors du scrutin furent ceux de l'opposition loyale, chacun dans son rôle : Guennadi Ziouganov, pour les communistes, et Vladimir Jirinovski, qui représentait l'extrême droite depuis 1991. L'un et l'autre constituaient – et c'est encore le cas aujourd'hui – un artifice inoffensif censé prouver la présence de la démocratie dans sa plus simple expression. Cela n'empêcha pas les chefs d'États démocratiques de faire la queue pour se

prêter à ce simulacre. George W. Bush félicita par téléphone son nouvel homologue, et Nicolas Sarkozy invita chaleureusement Medvedev à Paris. Des louanges similaires furent formulées par les dirigeants de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de bien d'autres États, trop nombreux pour être tous cités. Et ce alors que l'élection avait été boycottée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le principal organisme européen d'observation des élections, afin de dénoncer les restrictions imposées aux observateurs.

Deux mois après son investiture, Barack Obama lança avec Hillary Clinton, sa secrétaire d'État*, une nouvelle politique étrangère destinée à « reprendre de zéro » les relations des États-Unis avec la Russie. Mais pas de la façon réaliste qu'on aurait été en droit d'attendre, après l'invasion de la minuscule Géorgie par la Russie quelques mois auparavant, pour établir des enclaves indépendantes aujourd'hui encore occupées par des troupes russes. Non, ce ne fut qu'une offensive de charme américaine. (Avec notamment une belle erreur de traduction : le célèbre « bouton de remise à zéro » que Hillary Clinton présenta à Sergueï Lavrov, son homologue russe, fut mal orthographié, signifiant en russe « surfacturation » au lieu de « remise à zéro ».) L'administration Obama voulait croire que le jeune et enjoué Medvedev était un réformateur, un libéralisateur potentiel qui modifierait la trajectoire initiée par Poutine. Appelez cette naïveté des premiers temps un « espoir de changement » si vous le souhaitez, mais, de façon stupéfiante, cette orientation politique se poursuivit longtemps après qu'il fut devenu clair que Poutine avait conservé les commandes du pays et que son objectif de refaire de la Russie un état policier restait d'actualité.

L'« opération Medvedev » de Poutine fut un succès total. Elle lui offrit quatre années supplémentaires pour éliminer toute opposition intérieure, tout en évitant des conséquences

* Équivalent de ministre des Affaires étrangères. (NdT)

Introduction

désagréables au niveau international. Comme c'était à prévoir, quand il redevint président en 2012, Poutine se donna à peine le mal de rendre son élection présentable. Ainsi que la plupart des dictateurs, Poutine est doté d'un excellent instinct animal quand il s'agit d'évaluer ses rivaux. Il savait qu'il n'aurait pas vraiment d'opposition à affronter de la part des autres chefs d'État de la planète. Par ailleurs, et là encore à l'instar de tous les dictateurs, il s'est montré de plus en plus hardi à chaque étape couronnée de succès. Les tyrans ne se demandent pas « Pourquoi ? » avant d'accroître leurs pouvoirs, mais seulement « Pourquoi pas ? ». En analysant précisément la façon dont des dirigeants comme Merkel, Cameron et Obama le traitaient, Poutine n'a jamais trouvé de raison l'empêchant d'agir comme bon lui semblait.

Il n'est pas nécessaire d'être étudiant en histoire pour reconnaître ces réactions typiques, ou pour comprendre comment elles ont pu déclencher le conflit en Ukraine. Il n'était guère évident pour les nations du monde libre de se débarrasser de l'autosatisfaction qui s'était installée parmi elles après la chute du rideau de fer, afin de s'occuper de quelqu'un comme Vladimir Poutine. Ce dernier exploite ses relations avec ses homologues à son avantage, sans jamais concéder quoi que ce soit. Des années durant, alors que la situation des droits de l'homme se détériorait régulièrement en Russie, des politiciens et experts occidentaux tels que Condoleezza Rice et Henry Kissinger ont défendu le manque de volonté de l'Occident de se dresser contre Poutine en déclarant que les Russes vivaient mieux à présent qu'au temps de l'Union soviétique.

Premièrement, merci à eux – c'est ironique – de nous avoir offert des louanges si faiblardes ! Mais plutôt que de faire des comparaisons avec les années 1950 ou 1970, pourquoi ne pas évoquer les années 1990 ? Il n'est pas très difficile de vivre mieux que sous le communisme totalitaire de Staline ou de Brejnev, mais qu'en était-il sous Eltsine ? Que dire de la destruction, dès son apparition, de la moindre institution démocratique en

Russie, sous les yeux de tous les Rice et Kissinger du monde ? Si les droits de l'homme du peuple soviétique et les prisonniers politiques détenus dans les immenses goulags ont à l'époque eu une quelconque importance – et cela a assurément été le cas – aux yeux de tant de dirigeants et de citoyens du monde libre, pourquoi les dissidents du XXI^e siècle ne font-ils pas l'objet d'une inquiétude similaire, pourquoi ne méritent-ils pas un respect semblable ? Les politiques efficaces se fondent sur des principes. Ronald Reagan acceptait de discuter avec ses homologues soviétiques, certes, mais, comme me l'a un jour raconté Václav Havel, le président américain entamait tout entretien en posant sur la table la liste des prisonniers politiques détenus en URSS !

Au cours de mes premières années d'activisme, j'ai souvent dit que Poutine était un problème russe, et que c'était donc aux Russes de le résoudre, mais qu'il deviendrait rapidement un souci continental puis mondial si personne ne s'inquiétait de ses ambitions. Cette évolution s'est, hélas, vérifiée, et elle coûte des vies humaines. Entendre des gens me dire « Vous aviez raison ! » n'est qu'une maigre consolation, et ce d'autant plus quand on constate qu'aujourd'hui encore si peu d'actions sont entreprises pour mettre un terme aux agressions de Poutine. Quel intérêt de dire qu'on aurait dû écouter et agir, si on ne le fait pas davantage aujourd'hui ?

Les sacro-saintes relations internationales et le refus de dénoncer les crimes de dictatures – en particulier si celles-ci sont d'importants partenaires commerciaux – se sont enracinés à un point tel, au cours des vingt dernières années, que l'invasion d'un État souverain européen n'a pas suffi pour les faire vaciller. Les États-Unis et l'Union européenne ont pris des sanctions à l'encontre de fonctionnaires gouvernementaux et d'industries russes, mais généralement trop peu et trop tard. En outre, ils refusent toujours de reconnaître la nécessité de condamner et d'isoler l'État dangereux et pervers qui est devenue la Russie

Introduction

dans les mains de Poutine. Cette génération de chefs d'État occidentaux ne veut pas admettre que le mal est encore présent en ce monde et qu'il faut le combattre sans réserve, et non négocier avec. Il est clair que, pour l'heure, les démocraties du XXI^e siècle ne sont pas prêtes à livrer ce combat. Quant à savoir si elles pourront et voudront l'être, la question reste ouverte.

Il est très dangereux de croire que la chute d'un symbole entraîne la fin de ce qu'il représente, mais c'est une tentation presque irrésistible. Les gens affectionnent particulièrement les symboles et exploits de toutes sortes, en particulier quand ils semblent marquer la fin d'un long et sinistre épisode. Le mur de Berlin constituait une séparation tant physique que figurée du monde entre le bien et le mal, entre la lumière et les ténèbres. Quand des Allemands de l'Est ont franchi en masse la frontière fortifiée et abattu à coups de marteau le Mur abhorré, il fut très tentant de croire que le mal lui-même avait été vaincu.

Il était bien entendu normal de se réjouir. Des centaines de millions d'êtres humains s'éveillaient d'un cauchemar totalitaire qui s'était éternisé durant des décennies. L'« Empire du Mal » était tombé. Une portion s'étendant sur plus de 6 700 kilomètres – soit un quart du globe terrestre, de la péninsule de Tchoukotka, à l'extrême est de la Russie, jusqu'à Berlin – échappa ainsi quasiment du jour au lendemain à la répression communiste et à la ruine économique pour embrasser l'espoir étincelant de la démocratie et des marchés libres. Ce fut un moment magnifique, inoubliable.

Il y avait également des raisons plus concrètes de se réjouir. Le monde se sentait soudain soulagé de la menace ultime d'une guerre nucléaire. Trois générations avaient grandi au rythme d'exercices d'alerte nucléaire et de repas ponctués de discussions évoquant une « destruction mutuelle assurée ». Des milliers de milliards de dollars avaient été investis dans des mesures et contre-mesures militaires, qui seraient désormais

inutiles. Le « dividende de paix » résultant déboucherait sur une nouvelle ère de prospérité, estimait-on un peu partout.

J'ai écrit quelques chroniques à propos de ce que j'appelle « la gravité des succès passés » aux échecs. Chaque victoire attire de façon infime le vainqueur vers le bas et fait qu'il lui est de plus en plus difficile de fournir l'effort maximal pour progresser davantage. De son côté, le vaincu, qui a conscience d'avoir commis une erreur, que quelque chose n'a pas fonctionné, travaillera dur pour faire mieux la fois suivante. Tout à sa joie, le vainqueur pense souvent qu'il a remporté la partie parce qu'il est fort. Or, typiquement, il n'est que celui des deux joueurs qui a commis l'avant-dernière erreur. Se défaire de ce réflexe et tirer des leçons d'une victoire exige une discipline phénoménale.

La réaction naturelle, humaine, après la victoire concluant la guerre froide, fut d'étreindre l'ancien ennemi. Clinton et Eltsine partagèrent une accolade et un fou rire. L'Union européenne et l'OTAN accueillirent à bras ouverts l'ancien bloc soviétique parmi eux et investirent des milliards de dollars pour aider ces nouveaux venus. Concernant les réformes économiques et politiques, le bâton figuré par l'isolement fut abandonné au profit d'une politique occidentale tenant plutôt de la carotte. L'Union européenne et d'autres institutions offrirent aux pays récemment libérés des conditions avantageuses pour qu'ils deviennent des partenaires, sous réserve de la mise en place d'une transparence politique et de réformes économiques minimales. Cette méthode consistant à nouer des relations connut un franc succès en Europe de l'Est, en dépit d'un chemin souvent rude.

Cependant, elle fut également appliquée dans des pays où l'oppression n'avait pas été éradiquée. Des nations où la répression à la soviétique avait simplement été rebaptisée furent ainsi invitées à se joindre au club, en échange d'exigences minimales et sans devoir fournir grand-chose. « Ce n'est pas grave, ils finiront par se ranger à nos vues, disait-on généralement en Occident. La

démocratie l'a emporté, les méchants sont relégués du mauvais côté de l'Histoire. Il nous suffit d'entretenir ces nouvelles relations et de patienter. » Or les forces proverbiales de l'Histoire ne remportent pas des guerres à elles seules. L'expérience a montré qu'il est souvent possible de se porter parfaitement bien en se trouvant du mauvais côté de l'Histoire, tant qu'on est du côté d'un pipeline.

Avec le recul, on note avec stupéfaction la vitesse à laquelle les leçons de la victoire de la guerre froide ont été oubliées. Alors que les forces représentant la liberté et la démocratie connaissaient leur plus fort élan de tous les temps, elles n'insistèrent pas. Bien que bénéficiant d'une supériorité militaire, économique et morale, l'Occident modifia radicalement sa stratégie.

Dans l'ère de mondialisation et de fausse équivalence que nous connaissons aujourd'hui, il est parfois difficile pour beaucoup d'entre nous de se rappeler que la plupart des chefs d'État de l'époque de la guerre froide avaient vu le véritable mal de près au cours de la Seconde Guerre mondiale. Ils ne se faisaient aucune illusion sur ce dont étaient capables les dictateurs, si on les laissait faire. Ils avaient vu leur vie menacée et été témoins des horreurs des camps de concentration. Ils avaient en outre bien présente à l'esprit la possibilité de l'emploi d'armes nucléaires lors d'un conflit, tandis que pour les générations qui suivirent cette éventualité était presque inconcevable. Il est regrettable que les noms d'Adolf Hitler et de Joseph Staline soient aujourd'hui devenus des caricatures, comme s'il était question de monstres mythologiques personnifiant un mal ancien disparu depuis longtemps.

Mais le mal ne meurt pas, pas plus que l'Histoire ne se termine. On peut le réduire mais, telle une mauvaise herbe, il ne sera jamais déraciné. Il attendra le bon moment pour ressurgir par les fissures de notre vigilance. Il prospérera sur le sol fertile de notre autosatisfaction, et même sur les gravats du mur de Berlin abattu.

Le communisme n'a pas disparu avec la chute du mur. Près d'un milliard et demi d'êtres humains vivent aujourd'hui encore sous une dictature communiste, et un autre milliard et demi dans des pays de genres divers où la liberté n'existe pas, parmi lesquels, bien entendu, la majeure partie de l'ancienne Union soviétique. La volonté de certains individus d'exploiter leur peuple et de régner par la force n'a pas disparu le jour où le Mur a été abattu. C'est en réalité la volonté du monde libre de faire preuve de fermeté pour soutenir les opprimés qui a disparu, ou en tout cas qui s'est atténuée de façon spectaculaire.

Cette évolution est compréhensible dans le sens où elle correspond au désir général de voir se terminer des décennies de tensions et d'impasses. Bill Clinton, entré en fonction en 1992 et premier président américain issu de la génération du baby-boom, fut l'exemple parfait de l'état d'esprit selon lequel il était temps de voir plus loin que la vision rude et manichéenne du monde due à la guerre froide. Pendant ce temps, les dents du dragon poussaient. Loukachenko, le dictateur biélorusse, est arrivé au pouvoir en 1994 et semble devoir y rester à vie. Quant à ses homologues d'Asie centrale, Nazarbaïev, au Kazakhstan, et Karimov, en Ouzbékistan, ils sont aux commandes de leur pays depuis plus d'un quart de siècle. Ce n'est pas un hasard si la Géorgie et l'Ukraine, deux des nations issues de l'ancienne Union soviétique disposant du plus fort potentiel pour se libérer de la terrible gravité russe, ont été l'une et l'autre agressées et partiellement occupées par la Russie.

Il est vrai que ces malfrats et autocrates sont loin de représenter pour l'ordre mondial une menace comparable à celle autrefois figurée par l'Union soviétique, et ce en dépit des tentatives de Poutine de bricoler une « URSS version allégée » par le biais d'accords commerciaux, d'intimidation et de chefs d'État sous son contrôle. Au-delà de son poids militaire, l'URSS constituait une menace car elle défendait de façon agressive une idéologie toxique, le communisme, qui pouvait se propager très loin

au-delà de ses frontières. Jusqu'à récemment, Poutine s'est senti en mesure de piller la Russie et de consolider son pouvoir sans avoir recours à quoi que ce soit ressemblant à une idéologie. « Pillons ensemble » a été l'unique credo de son élite dirigeante, qui s'est rempli les poches grâce à la puissance du gouvernement. Puis, voyant la situation économique se détériorer en Russie, Poutine s'est vu contraint de s'inspirer des derniers chapitres du manuel du dictateur pour trouver de nouvelles façons de justifier son rôle de chef suprême.

Depuis 2013, le Kremlin et ses divers porte-parole se sont joints aux récentes agressions visant les homosexuels et les médias, développant une rhétorique ouvertement fasciste pour dénoncer des comportements « non russes » et des trahisons de la nation. Certains de ces discours, dont quelques-uns de Poutine lui-même, ressemblent furieusement à ceux des leaders nazis des années 1930, au point qu'ils ne semblent en différer que par le remplacement du terme *Vaterland* par « mère patrie ». Comme le savait Hitler, on finit toujours par se trouver à court d'ennemis dans son pays, si bien qu'on doit alors se tourner vers l'étranger. La diabolisation des États-Unis dans les médias contrôlés par l'État se poursuivait depuis une décennie mais restait insuffisante.

Poutine saisit sa chance lorsque Viktor Ianoukovitch, la marionnette qui servait de président ukrainien, s'enfuit du pays après l'« Euromaïdan », une manifestation réclamant une plus forte intégration dans l'Europe. Sous prétexte de protéger les Russes établis en Ukraine, il commença par occuper et annexer la Crimée ; puis il déclencha des violences dans l'est de l'Ukraine, par l'intermédiaire de « rebelles » soutenus par les Russes. Peu après, et malgré les assurances de plus en plus absurdes du Kremlin, qui jurait qu'il n'en était rien, les troupes russes lourdement armées transformèrent ce conflit en une véritable invasion.

Une guerre est toujours terrible, quel qu'en soit le prétexte, mais la dangereuse évolution de Poutine vers un impérialisme

ethnique ne peut être ignorée. Ceux qui prétendent que le conflit ukrainien est éloigné et n'a que peu de chances de déclencher une instabilité mondiale ne saisissent pas l'avertissement limpide que Poutine nous a lancé. Il n'y a aucune raison de penser que sa vision annoncée d'une « plus grande Russie » se limite à l'est de l'Ukraine ; tout porte à croire qu'elle ne connaîtra pas de fin. Les dictateurs ne s'arrêtent que quand on les y contraint ; se montrer conciliant avec Poutine sur la question ukrainienne ne fera qu'aiguiser son appétit pour d'autres conquêtes.

L'Ukraine n'est qu'un conflit que le monde libre aimerait ignorer, dans une guerre plus vaste dont il refuse de seulement admettre l'existence. Faire comme si vous n'aviez pas d'ennemis ne fera pas de ce désir une réalité. Si le mur de Berlin et l'Union soviétique ont disparu, ce n'est pas le cas des ennemis de la liberté qui les ont bâtis. L'Histoire ne se termine jamais, elle est constituée de cycles. Ne pas défendre l'Ukraine aujourd'hui revient à agir comme les Alliés de 1938, quand ils n'ont pas défendu la Tchécoslovaquie. Le monde doit agir sans plus attendre, pour que la Pologne de 2015 n'ait pas à rejouer son rôle de 1939.

La guerre froide n'a pas été remportée grâce à une supériorité militaire ou économique mais grâce à des valeurs que moi-même, ancien citoyen soviétique, je qualifie sans ironie de valeurs américaines traditionnelles et qui ont également été adoptées par l'ensemble du bloc occidental. Nous ne parviendrons pas à résoudre les problèmes posés par la mondialisation en nous servant des outils juridiques et économiques qui l'ont créée. Il nous faut de nouveaux cadres moraux pour affronter les dictatures qui sévissent en Russie et en Chine, à présent qu'elles sont pleinement devenues des constituants de notre planète mondialisée. Il faut mettre en place de nouvelles alliances pour combattre les réseaux terroristes apatrides qui se servent de notre technologie contre nous. Ces structures et alliances doivent être fondées sur des principes moraux, qui sont l'unique arme que ne posséderont jamais les ennemis de la

Introduction

démocratie. C'est encore plus évident lorsque ces ennemis sont en possession d'armes nucléaires et susceptibles de rendre un conflit militaire dangereux à un point inimaginable.

Les lignes de front peu claires de ces conflits modernes ne peuvent être gérées qu'en adoptant une attitude morale claire. Les ennemis du monde libre peuvent être identifiés par leurs cibles. Conscients qu'ils seront hors jeu si la démocratie libérale et les politiques de marchés libres s'imposent, ils luttent pour leur survie. Pour réagir à ces agressions, nous devons faire de nos principes des politiques. Nous devons identifier et comprendre ce pour quoi nous nous battons, et ce que nous affrontons. Nous devons avoir la volonté de défendre nos valeurs comme si nos vies en dépendaient, car tel est bien le cas.

Nous devons résister aux distractions, prétextes et arguments spécieux avancés par les dictateurs et malfrats d'un côté, et repris de l'autre par les conciliateurs et les lâches. Ces gens ne cessent de décrire ce qui risque de se produire si le monde libre se dresse contre Poutine ou entreprend des actions militaires visant l'organisation État islamique. Ils évitent en revanche d'évoquer ce qui se produira si l'on ne prend pas suffisamment de mesures, si on laisse se poursuivre la politique de conciliation et de tissage de relations. Éviter une nouvelle guerre froide semble être un objectif admirable, mais n'en subissons-nous pas déjà une ? Et que dire de la guerre bien réelle, de l'invasion et de l'annexion d'un territoire européen, qui se sont déjà produites en Ukraine ? Le déni n'est pas une politique acceptable. Ne s'inquiéter que de ce qui risque de se produire, alors que la situation actuelle est déjà catastrophique, n'est qu'une tentative pathétique de reporter des décisions difficiles à prendre. Ignorer un cancer et contredire les médecins qui vous l'ont diagnostiqué ne vous sauvera pas, quelle que soit la peur que vous inspire le traitement.

Il est impossible d'être certain de la façon dont les choses évolueront si les nations du monde libre, menées par les

États-Unis et l'OTAN, s'en prennent à Poutine en Ukraine (ou décident d'éradiquer l'organisation État islamique). Nous pouvons en tout cas avoir la certitude qu'il faudra en arriver à agir, et que cela nécessitera davantage de ressources et de sacrifices et coûtera plus de vies chaque jour que nous laisserons passer avant de nous y résoudre. Comme tous les dictateurs avant lui, Poutine, si on ne le défie pas, gagne en assurance et en soutien. Chaque étape qu'il peut décrire comme un succès au peuple russe le rend plus difficile à déloger et davantage susceptible d'avoir l'audace de prendre des mesures encore plus agressives.

Il est vrai que si les États-Unis, l'Europe et les autres démocraties du monde comprennent enfin que l'époque des relations est révolue et se décident à frapper Poutine et d'autres tyrans en les isolant et en soutenant leurs cibles, les conflits s'intensifieront peut-être avant d'être éteints. Ce point de vue – la volonté d'accepter un sacrifice à court terme pour en profiter à long terme – nécessite une façon de gouverner qu'on ne trouve aujourd'hui que très rarement dans le monde libre. Il faut pour cela penser au-delà de la prochaine élection, du prochain rapport trimestriel. Les politiques en vigueur au cours de la guerre froide ont perduré de façon remarquable des décennies durant, au gré des gouvernements, et ont fini par déboucher sur une formidable victoire pour le camp de la liberté. Depuis, présidents et Premiers ministres se sont régulièrement transmis comme une patate chaude le dossier des droits de l'homme en Russie, jusqu'au jour où Poutine a bénéficié de suffisamment d'élan pour déclencher une guerre sur un territoire européen.

Un faux argument fréquemment repris consiste à dire qu'une intervention visant à mettre un terme à une agression de ce type risque de conduire à la Troisième Guerre mondiale ou à un holocauste nucléaire. En vérité, la seule hypothèse permettant à la crise actuelle de continuer de dégénérer serait que Poutine ne soit pas inquieté par une menace écrasante visant son pouvoir,

qui est la seule chose qui lui importe. Si on le laisse voguer de victoire en victoire et écraser la moindre opposition intérieure tout en s'appropriant des territoires et en gagnant de l'influence à l'étranger, alors le risque d'une guerre totale augmentera de façon spectaculaire. Ce n'est pas parce que les Alliés se sont dressés pour défendre la Tchécoslovaquie qu'Adolf Hitler a attaqué la Pologne ; ils n'en ont rien fait. Hitler n'a pas envahi les Sudètes parce que le monde protestait contre son Anschluss autrichien, mais parce que cette réaction a été extrêmement faible. Ce n'est qu'après avoir remporté ses premiers triomphes sans effort, et en ne subissant qu'une opposition très relative des démocraties occidentales, qu'il s'est senti assez sûr de lui pour aller trop loin.

Poutine n'est pas Hitler, bien sûr ; cette indicible personnification du mal ne sera jamais égalée – même si les malheureux qui ont connu les horreurs perpétrées par Staline, Mao Zedong et Pol Pot ne sont peut-être pas de cet avis. Il est toutefois important de ne pas oublier qu'en 1936 – et même en 1937 et 1938 –, Hitler non plus n'était pas Hitler ! L'adulation des athlètes et dignitaires étrangers lors des jeux Olympiques de Berlin, la capitulation précipitée de Chamberlain, la facilité, en l'absence d'opposition, avec laquelle l'armée nazie a fait ses premiers pas au-delà des frontières allemandes redéfinies à l'issue de la Première Guerre mondiale... tout cela a permis à Hitler de devenir un monstre.

En termes d'influence dans le monde, la puissance industrielle et militaire de la Russie d'aujourd'hui est loin d'égaliser celle dont bénéficiait l'Allemagne nazie. Cependant, Poutine dispose d'une chose que Hitler n'a jamais eue : l'arme nucléaire. Et il n'hésite jamais à nous le rappeler. Je me suis forcé à écouter deux fois la séance de questions-réponses à laquelle il s'est livré à Sotchi, en octobre 2014, car je n'arrivais pas à croire qu'il ait pu si tranquillement encenser le terrifiant « jeu nucléaire » auquel s'était adonné Nikita Khrouchtchev. Nous devrions tous

écouter avec attention ce que dit Poutine, car il a déjà souvent mis ses menaces à exécution quand on lui laissait le champ libre.

En revanche, si les dirigeants du monde libre reprennent leurs esprits à temps et forment un front uni contre Poutine – au moyen de sanctions économiques, de substitutions aux importations énergétiques en provenance de Russie, d’isolement diplomatique, et de soutien économique et militaire à ses cibles –, cela constituera la fondation d’une nouvelle alliance des démocraties de la planète. Les dictatures auront alors le choix : soit elles accepteront de procéder à des réformes pour se joindre à la communauté, soit elles seront constamment marginalisées et ignorées. L’Union européenne suit cette stratégie en interne : chaque État membre potentiel doit respecter des normes très précises de développement économique et de droits de l’homme. Pourtant, cette même Union européenne est ravie de commercer avec de violentes dictatures comme la Russie de Poutine, que jamais elle n’accepterait en son sein. Il est possible de mettre un terme à la guerre déclenchée par Poutine en cessant cette hypocrite politique relationnelle.

Le premier objectif de cet ouvrage est d’établir pourquoi cette guerre non déclarée est bel et bien réelle, et pourquoi son importance est essentielle. Faute de symboles clairs sur lesquels se focaliser et d’Empire du Mal à combattre, il sera difficile de convaincre les démocraties du monde d’agir. Pourtant, c’est indispensable. Nous verrons ensuite comment deux décennies de retranchement et de repli de la part de l’Occident ont permis à des autocrates comme Poutine et à des groupes terroristes comme l’État islamique de prospérer partout dans le monde.

Les démocraties ont les dirigeants qu’elles méritent, comme le dit le proverbe ; aussi nous faudra-t-il nous attarder sur l’évolution des valeurs et des priorités qui a fait de la conciliation et de la *Realpolitik* défaitiste les monnaies d’échange de la politique étrangère d’aujourd’hui. Supprimer la composante morale des

Introduction

affaires étrangères a été une catastrophe, et il faudra très longtemps pour s'en remettre. La dernière partie de cette réflexion décrit un plan exhaustif pour mettre en place ce rétablissement, à commencer par les questions auxquelles tout candidat à la présidence d'une démocratie devrait répondre.

Cet ouvrage retrace mes observations et expériences personnelles d'activiste en Russie ainsi que mon travail d'aujourd'hui, en tant que président de la Fondation des droits de l'homme dont le siège se trouve à New York. J'ai bien entendu mené mes premiers combats politiques dès les années 1980, en me rebellant contre les instances sportives soviétiques, en tant que champion d'échecs, et en donnant des interviews à des publications occidentales à propos des iniquités du système communiste – qui me valurent souvent des ennuis. Cela étant, mon histoire n'est pas le point essentiel de ce récit. Il y est avant tout question de la façon dont Vladimir Poutine, grâce à l'indifférence et parfois au soutien apporté par le monde libre venu à bout de l'Union soviétique, a mis un terme à l'expérience démocratique en Russie.